

14 DEC. 2001 13798

SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE
ATLAS SERVICE

AU CAPITAL DE 7622.45 EUROS

SIEGE SOCIAL : 199, Avenue de Saint Antoine
13015 MARSEILLE

RCS

STATUTS

LES SOUSSIGNES :

1°/Mademoiselle DIRATZONIAN Nathalie née le 28 Aout 1974 à Marseille, de nationalité française, célibataire domiciliée et demeurant 73, Bd Grawitz 13016 MARSEILLE

2°/Monsieur MIRA Sébastien né le 29 Avril 1983 à Marseille, de nationalité française, célibataire, domicilié et demeurant 38, Avenue du 8 Mai 13240 Septèmes les Vallons

3°/ Monsieur LOMBARDO Samuel né le 22 Septembre 1981 de nationalité française, célibataire, domicilié et demeurant 10, Rue du Pescadou 13016 Marseille

Ont établi, ainsi que suit, les statuts de la Société à Responsabilité limitée qu'ils ont convenu d'instituer.

F.S P.D

M.S L.S.

Enregistré à la Recette Principale des
Impôts de MARSEILLE 15ème Arrt
le ..13 DEC. 2001.....
Bordereau 219... n° 3.....
Reçu: ..Joanta.....

TAUX ANNULÉ

ARTICLE 905 C.G.A.

ARRÊTÉ DU 20 MARS 1958

TITRE 1

FORME - OBJET - DENOMINATION

DUREE - EXERCICE SOCIAL - SIEGE

Article 1 - FORME

La Société est une Société à Responsabilité limitée formée entre les signataires du présent acte constitutif

Elle régit par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur actuellement et à venir, ainsi que par les présents statuts.

Article 2 - OBJET

La Société a pour objet tant sur le territoire de la République française que sur les territoires des états étrangers :

L'assistance technique , maintenance, dépannage des collectivités entreprises et particuliers. La mise en conformité des installations techniques, rénovation de machine et locaux et la vente de matériel dédiés à ses services..

Toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tout objet connexe ou similaire de nature à favoriser la finalité de la société, son extension ou son développement.

La prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités.

La participation directe ou indirecte de la Société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières et dans toutes entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

Article 3 - DENOMINATION

La dénomination de la Société est :

ATLAS SERVICE

Dans tous actes et documents émanant de la Société, cette dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "Société à Responsabilité limitée" ou des initiales "S.A.R.L." et de l'énonciation du capital social.

F. S. P. D.

M. S. L. S.

FACE ANNULÉE

ARTICLE 905 C.G.P.

ARRÊTÉ DU 20 MARS 1958

Article 4 - LA DUREE DE LA SOCIETE - EXERCICE SOCIAL

1/ - La durée de la Société est fixée à 99 années à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

2/ - L'année sociale commence le 1er Janvier et finit le 31 Décembre, exceptionnellement, le premier exercice social comprend le temps écoulé depuis l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Société jusqu'au 31 Décembre 2002

Le premier exercice social sera clos le 31/12/2002 et se développera sur 13 mois, le début d'activité étant fixé au 1^o Décembre 2001.

En outre, les actes accomplis pour son compte pendant la période de formation et repris par la Société seront rattachés à cet exercice.

ARTICLE 5 - SIEGE SOCIAL

Le siège de la Société est fixé à :

199 Avenue de St Antoine 13015 MARSEILLE

Il peut être transféré en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés. La Gérance peut créer des succursales partout où elle le juge utile.

TITRE II

APPORTS - CAPITAL SOCIAL - PARTS SOCIALES

Article 6 - APPORTS - FORMATION DU CAPITAL

APPORTS EN NUMERAIRES :

Mademoiselle DIRATZONIAN Nathalie

apporte en numéraire
à la Société une somme de. 2.540.82 Euros

Monsieur MIRA Sébastien

apporte en numéraire
à la Société une somme de . 2.540.82 Euros

Monsieur LOMBARDO Samuel

Apporte en numéraire

Handwritten signature and initials: F.S. P.D. L.S.

FACE ANNULÉE
ARTICLE 906 C.G.I.
ARRÊTÉ DU 20 MARS 1958

A la Société une somme de 2.540.82 Euros

TOTAL DES APPORTS :

Les apports en numéraires s'élèvent à 7.622.45 Euros

La somme de sept mille six cent vingt deux euros quarante cinq (7.622.45 euros) a été dès avant ce jour déposée auprès de la Banque Société MARSEILLAISE DE CREDIT de Marseille

Sur un compte ouvert au nom de la Société en formation ainsi que cela résulte de l'attestation délivrée le 26 Novembre 2001

Elle sera retirée par la Gérance sur présentation du certificat du Greffe du Tribunal de Commerce attestant l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés.

Article 7 : CAPITAL

Le capital social est fixé à 7.622.45 EUROS, divisé en 300 parts de 25,408 Euro chacune, entièrement libérées numérotées de 1 à 300 et attribuées aux associés en proportion de leurs apports respectifs, à savoir :

A Mademoiselle DIRATZONIAN Nathalie

A concurrence de 100 parts sociales portant les numéros 1 à 100 en rémunération de son apport en numéraire,ci..... 100 Parts

A Monsieur MIRA Sébastien

A concurrence de 100 parts sociales portant les numéros 101 à 200 en rémunération de son apport en numéraire, ci 100 Parts

A Monsieur LOMBARDO Samuel

A concurrence de 100 parts sociales pourtant les numéros 201 à 300 en rémunération de son apport en numéraire ci 100 Parts

TOTAL..... 300 parts

Article 8 : AUGMENTATION ET REDUCTION DE CAPITAL

Toute modification au capital social sera décidée et réalisée dans les conditions et avec les conséquences prévues à cet effet par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

F.S K.D
M.S L.S.

GRACE ANNULÉE

ARTICLE 905 C.G.J.

ARRÊTÉ DU 20 MARS 1944

Article 9 - PARTS SOCIALES

1/ - La propriété des parts résulte simplement des présents statuts des actes antérieurs qui pourraient modifier le capital social et des cessions et attributions qui seraient régulièrement réalisées.

2/ - Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société et dans tout l'actif social. Elle donne droit à une voix dans tous les votes et délibérations.

La propriété d'une part donne de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions collectives des associés.

La réunion de toutes les parts sociales en une seule main n'entraîne pas la dissolution de la Société qui continue à exister avec un associé unique. Dans ce cas, l'associé unique exerce tous les pouvoirs dévolus à l'Assemblée des Associés.

Article 10 - CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

1/ - La cession des parts sociales s'opère par un acte authentique ou sous signatures privées. Pour être opposable à la Société, elle doit lui être signifiée ou être acceptée par elle dans un acte notarié. Toutefois, la signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social, contre remise par la Gérance d'une attestation de ce dépôt.

2 /- Lorsque la Société comporte plus d'un associé, les parts sociales ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la Société qu'avec le consentement de la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, cette majorité étant en outre déterminée compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant. La cession n'est opposable aux tiers qu'après l'accomplissement de ces formalités et, en outre, après publicité au Registre du Commerce et des Sociétés. Le projet de cession est notifié à la Société et à chacun des associés. Toutefois, les opérations de toute nature réalisées par l'associé unique sont libres.

3/ - En cas d'apport de biens ou de deniers communs, ou d'acquisition de parts sociales au moyen de deniers communs, le conjoint de l'apporteur ou de l'acquéreur peut revendiquer personnellement la qualité d'associé pour la moitié des parts souscrites et ce, dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi.

4/ - Les parts sociales sont librement transmissibles par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté de biens entre époux

Les parts sociales sont librement transmissibles entre associés ainsi qu'à leur conjoint, ascendants ou descendants

Article 11 - DECES - INTERDICTION - FAILLITE D'UN ASSOCIE

La Société n'est pas dissoute lorsque la faillite personnelle, l'interdiction de gérer ou une mesure d'incapacité est prononcée à l'égard de l'un des associés.

Elle n'est pas non plus dissoute par le décès d'un associé.

Mais si l'un de ces événements se produit en la personne d'un gérant, il entraînera cessation de ses fonctions de gérant.

F.S. P.D.
M.S. L.S.

FACE ANNULÉE

ARTICLE 903 C.G.P.

ARRÊTÉ DU 20 MARS 1951

TITRE III

ADMINISTRATION - CONTROLE

Article 12 : GERANCE

1/ - La Société est gérée par une ou plusieurs personnes physiques choisies parmi les associés ou en dehors d'eux.

Chacun des Gérants engage la Société, sauf si ses actes ne relèvent pas de l'objet social et que la Société prouve que les tiers en avaient connaissance. Il a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux. Il a la signature sociale.

Dans leurs rapports entre eux et avec leur co-associés et à titre de mesure d'ordre intérieur, les Gérants ont les pouvoirs nécessaires, dont ils peuvent user ensemble ou séparément - sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle ne soit conclue - pour faire toutes les opérations se rattachant à l'objet social, dans l'intérêt de la Société.

Toutefois, les emprunts à l'exception des crédits en Banque et des prêts ou dépôts consentis par des associés, les achats, échanges et ventes d'établissements commerciaux ou d'immeubles, les hypothèques et nantissements, la fondation de Sociétés et tous apports à des Sociétés constituées ou à constituer, ainsi que toute prise d'intérêt dans ces sociétés, ne peuvent être faits ou consentis qu'avec autorisation des associés aux conditions de majorité ordinaire, sans toutefois que cette limitation de pouvoirs, qui ne concerne que les rapports des associés entre eux, puisse être opposée aux tiers.

2/ - Chaque Gérant a droit à une rémunération dont les modalités sont déterminées par une décision collective extraordinaire des associés.

3/ - Sauf disposition contraire de la décision qui les nomme, les Gérants ne sont tenus de consacrer que le temps nécessaire aux affaires sociales.

Les gérants peuvent d'un commun accord et sous leur responsabilité, constituer des mandataires spéciaux et temporaires pour la réalisation d'opérations déterminées.

Les Gérants sont responsables, individuellement, ou solidairement en cas de faute commune, envers la Société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires applicables aux Sociétés à Responsabilité Limitée soit des violations des présents statuts soit des fautes commises dans leur gestion.

Si plusieurs Gérants ont coopéré aux mêmes faits, le Tribunal détermine la part contributive de chacun dans la réparation du dommage.

4/ - Tout gérant associé ou non, nommé ou non dans les statuts est révocable par décision ordinaire de la collectivité des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

En cas de cessation de fonctions par l'un des Gérants pour un motif quelconque, la Gérance reste assurée par le ou les autres Gérants. Si le Gérant qui cesse ses fonctions était seul, la collectivité des associés aura à nommer un ou plusieurs autres gérants à la diligence de l'un des associés et aux conditions de majorité prévues par la loi.

Article 13 : COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires et suppléants peuvent ou doivent être nommés. Ils exercent leur mission de contrôle conformément à la Loi. Les Commissaires aux comptes sont désignés pour six exercices.

F.S. M.S. P.D. L.S.

FACE ANNULÉE
ARTICLE 965 C. G. A.
ARRÊTÉ DU 20 MARS 1955

TITRE IV

DECISIONS DES ASSOCIES

Article 14 - DECISIONS COLLECTIVES

1/ - La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qualifiées d'extraordinaires quand elles concernent tout objet pouvant entraîner directement ou indirectement une modification des statut, et d'ordinaires dans tous les autres cas.

2/- Ces décisions sont prises au choix de la Gérance, soit en Assemblée Générale, soit par consultation écrite des Associés. Toutefois, la réunion d'une Assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes de chaque exercice ou la réduction du capital social.

3/ - Les Assemblées Générales sont convoquées par la Gérance ou à défaut par le Commissaire aux Comptes, s'il en existe un, ou encore à défaut, par un mandataire désigné en Justice à la demande de tous les associés.

Pendant la période de liquidation, les Assemblées sont convoquées par le ou les liquidateurs.

Les Assemblées Générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation.

4/ - En cas de consultation écrite, la Gérance adresse à chaque associé à son dernier domicile connu, par Lettre Recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour émettre leur vote par écrit, le vote étant pour chaque résolution, formulé par les mots "oui" ou "non".

La réponse est adressée à l'auteur de la consultation par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

5/ - Chaque associé a droit de participer aux décisions et dispose d'un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède, sans limitation.

Un associé peut se faire représenter par son conjoint, sauf si la Société ne comprend que les deux époux.

Il peut aussi se faire représenter par un autre associé justifiant de son pouvoir, à condition que le nombre des associés soit supérieur à deux.

TITRE V

AFFECTATION DES RESULTATS - REPARTITION DES BENEFICES

Article 15 - ARRETE DES COMPTES SOCIAUX

Il est dressé à la clôture de chaque exercice, par les soins de la Gérance, un inventaire de l'actif et du passif de la Société et des comptes annuels conformément aux dispositions du titre II du livre 1er du Code de Commerce.

La Gérance procède même en cas d'absence ou d'insuffisance de bénéfice, aux amortissements et provisions prévus ou autorisés par la Loi.

FS M.S. P.D. L.S.

PAGE ANNULÉE

ARTICLE 905 C.G.P.

DÉCRET DU 20 MARS 1951

Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis par la Société, ainsi qu'un état des sûretés consenties par elles sont annexés à la suite du bilan.

La Gérance établit un rapport de gestion sur la situation de la Société et l'activité de celle-ci pendant l'exercice écoulé.

Chaque année, dans les six mois de la clôture de l'exercice, les associés sont réunis par la Gérance pour statuer sur les comptes dudit exercice et l'affectation des résultats.

Article 16 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la Société y compris tous amortissements et provisions constituent le bénéfice.

Sur ce bénéfice diminué le cas échéant des pertes antérieures, sont prélevées tout d'abord les sommes à porter en réserve en application de la Loi ou des statuts.

Ainsi, il est prélevé 5 % pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribué est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la Loi, et augmenté du report bénéficiaire.

Ce bénéfice est réparti entre tous les associés proportionnellement au nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

Cependant hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

Toutefois, après prélèvement des sommes portées en réserves, en application de la loi et des présents statuts, les associés peuvent, sur proposition de la Gérance, reporter à nouveau tout ou partie de la part leur revenant dans le bénéfice, ou affecter tout ou partie de cette part à toutes réserves générales ou spéciales dont ils décident la création et déterminent l'emploi s'il y a lieu.

Les pertes, s'il en existe, sont imputées sur les bénéfices reportés des exercices antérieurs ou reportés à nouveau.

TITRE VI

PROROGATION - TRANSFORMATION - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Article 17 - PROROGATION

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, la Gérance doit provoquer une réunion de la collectivité des Associés à l'effet de décider dans les conditions requises pour la modification des statuts si la Société doit être prorogée.

F. S. M. S. P. D. L. S.

COUPE ANNULÉE
ARTICLE 905 C.G.P.
ARRÊTÉ DU 20 MARS 1956

Article 18 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la Gérance doit dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les associés afin de décider, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

L'Assemblée délibère aux conditions de majorité prévues pour la modification des statuts.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal au montant des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci au moins à ce montant minimum.

En cas d'inobservation des prescriptions de l'un ou plusieurs des alinéas qui précèdent tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si les associés n'ont pu délibérer valablement.

Article 19 - TRANSFORMATION

La Société peut être transformée en une Société d'une autre forme par décision de majorité prévue pour la modification des statuts.

Toutefois, la transformation en Société en nom collectif en commandite simple ou en commandite par actions exige l'unanimité des associés.

La transformation en Société Anonyme ne peut être décidée si la Société n'a pas établi et fait approuver par les associés le bilan de ses deux premiers exercices sociaux. Toutefois, et sous ces réserves, elle peut être décidée par les associés représentant la majorité des parts sociales, si les capitaux propres figurant au dernier Bilan excèdent le montant fixé par la loi.

La décision de transformation en Société Anonyme est précédée des rapports des commissaires déterminés par la loi. Le commissaire aux comptes de la Société peut, sur décision unanime des associés, être désigné comme commissaire à la transformation.

Les associés doivent statuer sur l'évaluation des biens composant l'actif social et l'octroi des avantages particuliers ils ne peuvent les réduire qu'à l'unanimité.

A défaut d'approbation expresse des associés, mentionnée au procès verbal, la transformation est nulle.

Article 20 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La Société est dissoute par l'arrivée de son terme - sauf prorogation - par la perte totale de son objet, par l'effet d'un Jugement ordonnant la liquidation judiciaire ou la cession totale des actifs, par décision judiciaire pour justes motifs.

La dissolution anticipée peut aussi résulter d'une décision collective extraordinaire des associés. En cas de dissolution, la Société entre en liquidation.

Toutefois, cette dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter du jour où elle a été publiée au Registre du Commerce et des Sociétés.

F.S
M.S
M.D
L.S.

TRAVE ANNULÉ
ARTICLE 906 C.C.I.
ARRÊTÉ DU 20 MARS 1958

La personnalité de la Société subsiste pour les besoins de la liquidation et jusqu'à la clôture de celle-ci. La mention "Société en Liquidation" ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la Société.

La liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs nommés à la majorité des parts sociales, pris parmi les associés ou en dehors d'eux. La liquidation est effectuée conformément à la loi.

Le produit net de la liquidation est employé d'abord à rembourser le montant des parts sociales qui n'aurait pas encore été remboursé. Le surplus est réparti entre les associés au prorata du nombre des parts appartenant à chacun d'eux.

Lorsque la Société ne comprend qu'un associé, la dissolution pour quelque cause que ce soit, entraîne dans les conditions prévues par la loi, la transmission du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Article 21 - CONTESTATIONS

Toutes contestations susceptibles de surgir pendant la durée de la Société ou après sa dissolution pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre les associés, les organes de gestion et la Société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

TITRE VII

PERSONNALITE MORALE - FORMALITES CONSTITUTIVES

Article 22 - JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE

1/ - La Société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

2 /- Toutefois, les associés approuvent les actes accomplis avant ce jour, pour le compte de la Société en formation par la gérance, tels que ces actes sont relatés dans l'état ci-annexé avec précision des engagements qui en sont la conséquence.

La gérance est expressément autorisée à passer et à souscrire, pour le compte de la Société en formation les actes et engagements suivants entrant dans l'objet social et conformes à l'intérêt social.

Toutes ces opérations et engagements en résultant seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la Société qui les reprendra à son compte par le seul fait de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

3/ - La Gérance est expressément habilitée à passer et à souscrire dès ce jour, pour le compte de la Société en formation, les actes et engagements entrant dans l'objet social et conformes à l'intérêt social, à l'exclusion de ceux pour lesquels l'article 12 requiert, pendant le cours de la vie sociale et dans les rapports entre associés une autorisation de la collectivité des associés.

F.S M.S N.D L.S.

ROYAUME BANIN
ARTICLE 95
PREMIER DU MOIS 953

Les actes et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la Société après vérification par l'Assemblée des associés, postérieurement à l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés de leur conformité avec le mandat ci-dessus défini, et au plus tard par l'approbation des comptes du premier exercice social.

4/ - Les associés et le Gérant, s'il n'est pas associé, signeront ou donneront mandat à l'un ou plusieurs d'entre eux de signer la Déclaration de Régularité et de Conformité déposée conformément à la loi à l'appui de la demande d'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés, après l'accomplissement des autres formalités de constitution.

Article 23 NOMINATION DU PREMIER GERANT

Monsieur FERRANDI Saul est nommé en qualité de gérant pour une durée indéterminée ..

Article 25 — Actes accomplis pour le compte de la Société en formation

Préalablement à la signature des présents statuts Mr FERRANDI a présenté aux soussignés conformément aux dispositions de l'article 26 du Décret du 23 Mars 1967 et de l'article 5 de la loi du 24 Juillet 1966 l'état des actes accomplis pour le compte de la société en formation avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résultera pour la société.

Cet état est annexé aux statuts et la signature de ces derniers emportera reprise des engagements par la société lorsque cette dernière aura été immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés.

Article 26 - PUBLICITE - POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés à la gérance à l'effet d'accomplir toutes les formalités prescrites par la loi, et notamment à l'effet de faire insérer l'avis de constitution dans un journal habilité à publier les annonces légales dans le département du siège social.

Article 27 — FRAIS

Tous les frais droits et honoraires des présentes et de ses suites seront pris en charge par la Société et portés au compte de cette dernière dès lors qu'elle aura été immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés

Fait à Marseille

106 Décembre 2001

en cinq originaux dont un pour être déposé au siège social et les autres pour l'exécution des formalités

F.S. M.S. P.D. L.S.

PAGE ANNULÉE

ARTICLE 906 C.C.P.

ARRÊTÉ DU 20 MARS 1954

ETAT DES ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION

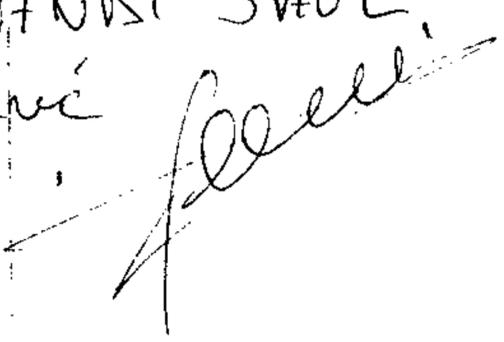
Monsieur FERRANDI Saul né le 18 Février 1974 à Draguignan (83) domicilié et demeurant 197 Avenue de St Antoine agissant en qualité de gérant de la Société ATLAS SERVICE déclare avoir passé pour le compte de la Société en cours de constitution les actes et engagements détaillés dans l'état qui suit :

- a) un contrat de location
- b) d'un bail au loyer mensuel de 1.000 frs H.T outre provision pour charges de 1.000 Frs soit donc un total de 2.196 Frs TTC.

Ce bail a été souscrit pour une durée de 9 années pour commencer le 31 novembre 2001 et terminer le 31 novembre 2010

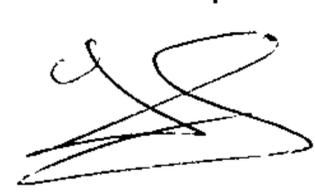
Ce loyer sera payé le premier de chaque mois..

Fait à Marseille, le 04 Décembre 2001

Le Gerant FERRANDI SAUL
 Lu et approuvé


MIRA Sébastien
 Lu et approuvé
MIRA

DIATZOMIAN Pathalie,
 Lu et approuvé
Diab

LOMBARDO Samuel
 "Lu et approuvé"




Société Marseillaise de Crédit

ATTESTATION DE DEPOT DE CAPITAL

(Loi du 24 Juillet 1966 – Décret du 23 MARS 67)

Nous soussignés « **SOCIETE MARSEILLAISE DE CREDIT** », S.A. à directoire et conseil de surveillance au CAPITAL DE 16 000 000 EUROS, certifions et attestons par la présente avoir reçu ce jour la somme de 7.622,45 € (50.000) Fr. pour constitution de la SARL ATLAS SERVICE – 199 avenue Saint-Antoine – 13015 Marseille.

Cette somme a été versée par Mme Liliane JENNER – 71 chemin baumillons – 13015 Marseille pour 7.622,45 € par 1 chèque de 50.000 Francs.

Les fonds seront débloqués dès que nous sera présenté le certificat délivré par le GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE de Marseille attestant que cette société a été effectivement immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés..

Fait à Marseille, le 26 novembre 2001
Pour servir et valoir ce que de droit.

